

15 octobre 2005

Tout espoir de grève générale n'est pas perdu
Un tournant en Colombie britannique et dans la CSQ ?



La stratégie de l'intransigeance du gouvernement Charest avait non seulement réussi à briser le Front commun, à amener la FTQ-CSN à faire des concessions salariales sans contrepartie patronale mais aussi, fait sans précédent, à saucissonner les conventions collectives entre le normatif, l'équité salariale et le salarial proprement dit. Après que les syndicats CSN des Centres de la petite enfance aient accepté conditionnellement les offres salariales du gouvernement, on s'attendait à ce que la Fédération de l'enseignement primaire et secondaire (FSE) de la CSQ tombe aussi dans le piège en acceptant le normatif. Ainsi aurait été réduite la possibilité ultérieure d'une grève générale puisque, d'une part, moins l'enjeu est important, moins il vaut la peine de risquer les conséquences d'une loi spéciale et que, d'autre part, une ligne de départ où les enjeux pour chacun ne sont pas les mêmes et où les uns ont compromis les priorités des autres n'est pas propice à l'unité militante nécessaire à contrecarrer une loi spéciale.

Heureusement, la révolte gronde au sein de la FSE. Les syndicats de Montréal, Laval, de l'Outaouais et d'ailleurs ne comprennent pas pourquoi, entre autre, il faudrait renoncer à la baisse des ratios pour obtenir un plus grand soutien aux élèves en difficulté, soutien qui fait quasi l'unanimité tant la situation est intenable suite aux coupures sauvages des Libéraux fédéraux et du PQ et suite à la fuite des élèves dit normaux vers les écoles privées et les écoles élitistes publiques. La direction de la FSQ/CSQ a beau vouloir signer presque à tout prix, elle a fini par être prise en sandwich entre le gouvernement qui voulait faire payer aux syndicats la prétendue concession de 100 millions \$ et une base qui est très réticente à accepter des reculs. La direction a été heureusement contrainte à faire volte-face mais non sans payer son inconséquence en prêtant flanc à des accusations démagogiques « d'intransigeance » et non sans avoir de stratégie de rechange sauf à renoncer d'avance à une escalade vers la grève générale, seule moyen de renverser le rapport de forces y compris pour défier une loi spéciale.

Un rafraîchissant vent d'ouest

Cette nécessité de défier une loi spéciale a pourtant été comprise par le syndicat de l'enseignement de la Colombie britannique en grève depuis vendredi le 7 octobre, défiant une loi spéciale du gouvernement Libéral, malgré un jugement de mépris de cour rendu la journée même et malgré une saisie des actifs du syndicat, empêchant de payer les allocations de grève de 50\$ par jour et l'acheminement des fonds de solidarité, décrétée jeudi le 13 octobre. En plus d'être dur comme le gouvernement Libéral du Québec, le gouvernement Libéral de la C.B. tente de jouer d'astuce en frappant les syndiquées directement au lieu de frapper le syndicat qui préserve ainsi son fonds de grève sans le vouloir. Ainsi ne fait-il pas de martyrs en menaçant immédiatement d'amendes importantes et de peines d'emprisonnement la direction d'un syndicat que soutient la majorité de la population... et tout en indiquant une sortie de secours honorable à cette direction sous prétexte de ne pas ruiner ses membres, sortie que pour l'instant celle-ci refuse d'utiliser. Reste que cette astuce exerce une pression inattendue sur des syndiquéEs qui ont des traites à payer et dont plusieurs craignent la répression qui pourrait venir plus tard, comme le juge l'a d'ailleurs promis. Le gouvernement espère ainsi que les quelques syndiquéEs qui ne respectaient pas les lignes de piquetage deviennent un courant significatif qui brise le morale, par ailleurs pour l'instant excellent, des autres.

On comprend que le syndicat de l'enseignement n'a pas grand chance de s'en tirer sans l'appui actif et rapide de l'ensemble du mouvement syndical et populaire d'au moins la Colombie britannique. Heureusement, même si le NPD britannico-colombien, parti de l'alternance, ne soutient pas la grève illégale, la direction de la Fédération du travail de la Colombie britannique a décidé de la soutenir tellement la sympathie de la base syndicale est acquise aux enseignants et enseignantes. En effet, les 25 000 travailleurs du SCFP travaillant dans les écoles respectent spontanément les lignes de piquetage des 43 000 grévistes. Pour l'instant, la direction de la Fédération organise une manifestation devant le Parlement de Victoria le lundi 17 octobre où elle espère que viendront syndiquéEs et non syndiquéEs mais sans toutefois appeler à une grève générale de 24 heures. Elle espère que les syndiquéEs quitteront spontanément le travail. Si le gouvernement n'entend pas raison, elle déclare avoir un plan dont elle ne révèle pas toutefois la teneur.

On se demande aussi pourquoi cette manifestation a lieu à Victoria et non à Vancouver. En effet, si au Québec il fallait faire une manifestation massive contre une loi spéciale en appui à une centrale qui défierait la loi dans la rue, on s'imagine que cette manifestation aurait lieu à Montréal et non à Québec et qu'elle serait concomitante à un appel à une grève générale de 24 heures. C'est cet appel que fait le Solidarity Caucus (voir en annexe la traduction française de leur tract), un regroupement de 57 syndiquéEs de Colombie britannique, sans malheureusement appeler un chat un chat malgré la clarté du contenu. Déjà, à une manifestation de 5 à 10 000 personnes à Vancouver mardi le 11 novembre, une grande partie de la foule reprenait le slogan de grève générale lancée par quelques manifestants. Remarquons aussi que la base syndicale, tirant les leçons de la grève illégale des employéEs d'hôpitaux de mai 2004 où la direction syndicale avait capitulé sans l'accord de la base, a accepté à son dernier congrès, il est vrai par une mince majorité, une proposition de militants de Solidarity Caucus obligeant

la direction syndicale à faire ratifier tout accord avec le gouvernement. Sans doute la semaine qui vient sera-t-elle cruciale tant le temps presse.

Il est temps d'en appeler à organiser la grève générale

Faut-il douter que les enseignants et enseignantes de la FSE-CSQ soient habités par le même ras-le-bol ? N'est-ce pas ce qu'indique la fronde actuelle ? N'est-ce pas ce qu'indiquait l'esprit combatif de la grève de 24 heures du printemps passé ? Dans sa récente analyse de la conjoncture, la direction de l'UFP constate que « *[s]i la défense d'une riposte unitaire à la hauteur de l'intransigeance gouvernementale reste essentielle, les relais d'un tel discours sont très faibles dans le mouvement syndical.* » sans toutefois expliquer le pourquoi de cette contradiction. Il ne s'agit certainement pas d'un manque de volonté à la base.

Les classes populaires québécoises ont démontré qu'elles étaient prêtes pour une grève générale publique-privées tous et toutes ensemble. Suite à l'adoption des lois scélérates de décembre 2003, elles étaient prêtes à une immédiate grève générale suite à la mobilisation intersyndicale d'une journée bloquant, dans certains cas, ports, routes et casino. Elles ont ensuite confirmé cette volonté de faire la grève pour au moins 24 heures par les votes du printemps 2004 dans l'ensemble des centrales syndicales. Pendant deux semaines, les travailleurs de l'ALCAN du Saguenay ont occupé et fait fonctionner une usine vouée à la fermeture avec l'appui de la population locale. Durant le printemps 2005, la base syndicale de l'enseignement, et peut-être même de la fonction publique, aurait été prête à se joindre à la plus imposante grève étudiante que le Québec ait jamais connu.

Les bases syndicales ont plutôt perdu confiance en des directions qui ont démontré leur volonté d'empêcher une grève générale et qui persistent dans ce cul-de-sac sous prétexte de ne pas provoquer une loi spéciale. En effet, pourquoi le gouvernement Libéral aurait-il recours à une loi spéciale si les directions syndicales parvenaient à convaincre leur base d'accepter une convention collective de reculs. Même si c'est bientôt l'Halloween, les directions syndicales pensent-elles vraiment faire peur à ce gouvernement de sorte à lui arracher de significatives concessions pour dorer la pilule de la défaite alors qu'il a fait clairement connaître sa volonté d'exiger des reculs tant pour les salaires et l'équité salariale que pour le normatif ?

L'UFP doit prendre ses responsabilités

Faute de venir des directions syndicales, l'invitation à une escalade vers une grève générale publique-privée tous et toutes ensemble doit venir d'ailleurs. Il n'y a malheureusement pas l'équivalent d'un Solidarity Caucus au Québec. Cependant, il y a ce qu'il n'y a pas en Colombie britannique soit un parti politique de gauche qui commence à avoir l'écoute des progressistes.

Un argument massue du gouvernement Libéral pour justifier son intransigeance est le manque d'argent. Dans son discours à l'assemblée publique du 13 octobre, le candidat UFP aux élections partielles dans Outremont, professeur aux HEC, déclarait que « *on nous répète que le portefeuille du gouvernement est vide : c'est un mensonge* » [...] *En effet, Omar Aktouf a montré qu'il était aisé de dégager des sommes allant jusqu'à 13,4 milliards de \$.* » (communiqué de presse). On ne peut que se réjouir de cette indispensable contre-propagande que ne font pas les directions syndicales qui se contentent d'invoquer un déséquilibre fiscal qui ne saurait aucunement à lui seul combler les légitimes demandes syndicales en plus d'assurer celles tout aussi légitimes de l'ensemble des mouvements sociaux. On se demande pourquoi, auparavant, la direction de l'UFP s'était acharnée à convaincre le parti de radier dans sa plate-forme la revendication d'un réinvestissement immédiat de 10 milliards \$ dans les services publics et les programmes sociaux.

Dans sa dernière analyse de la conjoncture (<http://www.ufp.qc.ca/article1599.html>) la direction de l'UFP commence enfin à critiquer timidement les directions syndicales... mais sans rien proposer comme stratégie alternative à celle catastrophique de ces dernières. Ce serait là pourtant une bonne manière de commencer à construire l'UFP dans les syndicats, un des deux défis du parti selon la direction de l'UFP. Quand donc les porte-parole de l'UFP feront-ils une conférence de presse proposant aux mouvements syndical et populaire d'organiser sans plus tarder une grève générale publique-privée tous et toutes ensemble comme seul moyen de créer un rapport de forces pour casser l'intransigeance du gouvernement et de contrer une éventuelle loi spéciale.

Marc Bonhomme, 15 octobre 2005

Annexe : tract de Solidarity Caucus

Si nous les appuyons, le syndicat de l'enseignement peut gagner !

Les enseignants et enseignantes de la Colombie britannique font la grève pour nos enfants et pour maintenir la qualité de l'éducation publique. C'est aussi une grève contre la fermeture de 113 écoles et l'abolition de 2 600 postes d'enseignants et enseignantes.

C'est une grève pour arrêter la privatisation de l'éducation que poursuit le premier ministre Gordon Campbell malgré qu'en mai dernier 51% de l'électorat s'y soit opposé.

C'est une grève pour briser le gel salarial dans la fonction publique et pour empêcher Campbell de l'étendre aux autres syndicats du secteur public qui seront en négociations le printemps prochain.

Avant tout, c'est une grève pour préserver les libertés fondamentales de notre société, le droit à la libre négociation de nos conventions collectives et celui de faire la grève. Au cours des quatre dernières années, le gouvernement a interdit les grèves dans le secteur public (infirmières, travailleurs des traversiers, employés d'hôpitaux) et, dans le secteur privé, celle des travailleurs de la forêt. ***La seule façon de préserver notre droit de grève dans la situation actuelle est de l'exercer — également si possible, illégalement si nécessaire.*** On n'a que faire des appels hypocrites au « respect de la loi » de ce gouvernement responsable du problème.

Cette grève pour nos droits fondamentaux se doit d'être gagnée

Les enjeux sont élevés. Le syndicat de l'enseignement risque de fortes amendes, des poursuites judiciaires, la prison, la fin du droit de négocier et possiblement la révocation de la formule Rand. Cette grève aura un impact énorme sur tout le mouvement syndical durant la prochaine décennie. Raison de plus de se rappeler que ***nous avons tout ce qu'il faut, collectivement, pour gagner cette grève.***

Mais pour gagner il nous faut l'unité d'action. Il faut démontrer sans l'ombre d'un doute que cette grève a l'appui actif et sans réserve de tout le mouvement ouvrier. Il faut immédiatement mobiliser les membres de tous les syndicats de Colombie britannique. Il faut faire un avec les membres du syndicat de l'enseignement sans se défilier quand la répression leur tombera dessus. Il faut faire savoir à Campbell et aux gens d'affaires qui le soutiennent que le mouvement ouvrier de C.B. ne les laissera pas isoler les enseignants et enseignantes, qu'on n'assistera pas en spectateurs à l'annihilation du droit de grève, que nous comprenons ce que signifie l'expression « tous pour un, un pour tous ».

Le corps enseignant combat pour nous tous avec courage et unité. Toutefois, on ne peut pas les laisser seuls. Ils ont besoins davantage que d'encouragements mais d'une ***solidarité active et pratique.*** On devrait immédiatement mettre sur pied des comités d'appui partout, ouvert à tous et toutes — syndiqués, parents et militants des groupes populaires. Ces comités peuvent être le moyen d'organiser un appui collectif comme des lignes de piquetage, des grandes manifestations et des occupations.

Mais surtout, il faut se préparer se mobiliser partout sur les lieux de travail. Collectivement, nous pouvons paralyser cette province par l'action de chaque syndicat et un peu plus. Poussés au pied du mur, si nous sommes unis et que nous agissons ensemble, on peut vaincre ce gouvernement haï. Si les enseignants et enseignantes font grève pour défendre l'avenir de nos enfants, nous sommes capable de faire la même chose pour défendre leur avenir qui est aussi notre avenir.



**SOLIDARITY
CAUCUS**

Contact us at: solidaritycaucus@shaw.ca
mailing address: #17 - 1744 Kingsway,
Vancouver, BC V5V 2S6
phone: (604) 254-1421
fax: (604) 872-5105

57 membres dans 17 syndicats dans 18 communautés luttant pour des syndicats militants, démocratiques et responsables